

IL ÉTAIT UNE **BERGÈRE** ... QUI F'SAIT LA LUTTE DES CLASSES !

Affilié à la CGT, le jeune Syndicat des gardiens de troupeaux bat en brèche les idées reçues sur le métier et veut rendre visibles les rapports d'exploitation dans l'agriculture.

Emmeline Tabillon est bergère en Isère. Sur notre stand au salon Primevère, à Lyon, elle est venue me parler des « conditions de travail moyenâgeuses » de son métier. Elle aussi tenait un stand avec ses camarades du Syndicat des gardien·nes de troupeaux, affilié à la CGT. Leur objectif : favoriser « la lutte des classes dans l'agriculture » et « l'unité du prolétariat » parmi les ouvriers agricoles. Si le vocabulaire est vieux comme le marxisme, le syndicat est tout jeune : il a une section en Ariège depuis 2019, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Isère depuis 2022, et dans les Cévennes depuis cette année. « C'est difficile de nous réunir car on est complètement dispersés, souligne Emmeline. Dans la production agricole, il n'y a aucun droit syndical. À nos rencontres, il y a souvent plus de chiens que d'humains ! » Pour la troisième année, le syndicat a tout de même organisé, en avril, Massif attaque, des rencontres de « gardien·nes de troupeaux en lutte ». Et depuis les dernières élections syndicales, « six camarades gardiens de troupeaux siègent en chambres d'agriculture : c'est une première », se réjouit Emmeline.

« La figure du paysan nous invisibilise »

Toujours au salon Primevère, la conférence du syndicat a bousculé le public dans ses représentations. L'image d'un métier pittoresque, qui serait avant tout un « mode de vie » ? C'est une façon de masquer la précarité imposée aux gardiens de troupeaux, dénoncent les syndicalistes : « On ne vit pas d'amour et d'eau fraîche ! »

Les gardiens de troupeaux veulent aussi remettre en cause la « figure du paysan ». « Au lieu de décrire le réel, le mot paysan agit comme un miroir des valeurs et des vertus des gens qui l'utilisent, estime Noé Campredon, qui exerce dans les Hautes-Alpes. C'est une lecture idéalisée du monde, qui n'aide pas à décrire les rapports sociaux de production. Il y aurait d'un côté les gros exploitants agricoles, de l'autre les petits paysans... Et nous dans tout ça, on n'existe pas ! »

Au-delà de leur métier, les membres du syndicat veulent attirer l'attention sur la réalité des salariés agricoles. « On est souvent logés par les patrons, on mange à leur table, avec leur famille. C'est dur de revendiquer ! Pourtant, en agriculture comme ailleurs, les intérêts du patron et ceux du salarié sont inconciliables. » Institutions et syndicats d'agriculteurs, en donnant l'impression d'un « bloc homo-

gène », contribuent à invisibiliser les ouvriers agricoles, poursuit Noé. « On dit qu'il y a 385 000 agriculteurs, mais si on intègre les saisonniers, on est trois à quatre fois plus nombreux. »

« Du travail dissimulé généralisé »

Souvent seuls face au collectif d'éleveurs qui les embauche, les gardiens de troupeaux sont particulièrement fragilisés. Leur métier est pourtant technique et exigeant. « On gère une ressource en herbe, en s'adaptant au rythme des ruminants qui se déplacent constamment, explique Emmeline. Il faut 8 à 10 heures au moins pour faire manger les animaux, quelle que soit la météo, et en général sans abri. Ensuite, on doit installer des parcs mobiles, souvent de nuit : transporter les filets, les batteries, le sel. On a souvent un plan de gestion pastorale à appliquer. Il faut aussi gérer la logistique et le ravitaillement. Et puis, il y a les soins aux animaux, qui demandent des connaissances vétérinaires : soins aux pieds, échographies, mises bas, injections, gestion des avortements, euthanasies... On est en contact avec la vie et la mort. Ça demande une grande attention, de la responsabilité morale vis-à-vis des animaux, et économique vis-à-vis des éleveurs qui nous embauchent. On travaille facilement 60-80 heures par semaine... Et on n'est jamais loin du Smic ! » Un Smic qui porte, en général, sur 35 à 40 heures par semaine, « alors qu'on est présents 24 heures sur 24. C'est du travail dissimulé généralisé. »

Les conditions de vie sont extrêmement rustiques : caravane, tente, ou ca-



Extrait des Sempiternelles, une série de dessins publiée sur le site du Syndicat des gardiens de troupeaux. © DR

bane « souvent insalubre, sans chiottes ni eau courante ». Les cabanes de garde appartiennent pour la plupart aux communes, et sont louées par les éleveurs. Des aides européennes financent leur rénovation, mais le rythme des travaux est très lent, dénonce le syndicat. « Chaque année, on a des cas d'intoxication par l'eau, poursuit Emmeline. Parfois, on nous demande de partager notre lit avec notre collègue, ou bien c'est l'éleveur qui dort une nuit dans la cabane. Des touristes y entrent car elle ne ferme pas à clé... » L'isolement rend aussi vulnérable aux agressions. « En Isère, des stages d'autodéfense féministes ont été organisés à destination

des bergères, car les violences sexuelles envers elles sont courantes. »

Appliquer la prime de précarité aux saisonniers agricoles

De retour d'estive, bergers et bergères sont « sur les rotules » et doivent faire face à leur situation précaire : « Beaucoup vivent dans leur véhicule, chez leur patron, leurs parents... La vie de famille est difficile. » Résultat : « En moyenne, on arrête au bout de cinq saisons. »

Le premier gros chantier du syndicat a donc été la rédaction d'un cahier de revendications comprenant un taux minimum de salaire (14,08 euros brut, quand le Smic est de 11,88 euros), des contrats de 46 heures par semaine, des double postes pour pouvoir se relayer, des primes pour l'équipement, les chiens de travail et le véhicule, le versement d'une prime de précarité (les CDD agricoles en sont exonérés) et la fin des logements insalubres. Portées au niveau national, ces revendications sont aussi négociées pied à pied au niveau des chambres d'agriculture.

La conférence se termine. Une personne du public demande : « Entre lutte des classes et lutte paysanne, est-ce que la coexistence est possible ? » « À condition qu'ils nous laissent nous organiser, et qu'ils assument leur rôle d'exploitant agricole », répond Noé.

Lisa Giachino

■ L'équipement du berger

Deux paires de chaussures, un parapluie qui n'attire pas la foudre, un bon sac à dos, des jumelles, des vêtements adaptés : « On y met 1000 euros de notre poche par saison », estime Emmeline. Dans certains départements, une indemnité pour s'équiper est négociée avec les éleveurs.



■ Vivre avec ses chiens...

Entre celui qui sait travailler et celui qu'on éduque, il faut compter deux à trois chiens de travail par saison. Nourriture, soins... Il faut vivre avec et s'en occuper toute l'année. L'enjeu n'est pas seulement financier : « On les aime, mais ce n'est pas toujours socialement facile », indique Emmeline.

... et avec les loups

Prévenir et gérer les incursions du loup, mais aussi fournir, en cas d'attaque, une partie des éléments nécessaires au dossier de demande d'aide des éleveurs : la charge de travail des gardiens de troupeaux augmente avec la présence du prédateur. Leur rémunération, pas forcément... Le syndicat demande que le versement des aides aux éleveurs soit conditionné au respect du droit des salariés.